La déchéance des élus communistes devant la Chambre

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Aux heures graves où nous vivons, au moment où nos soldats donnent leur vie pour assurer la liberté des peuples, le Gouvernement a compris qu'il a le devoir de tout mettre en œuvre pour qu'il ne soit pas frappé dans le dos.

Les faits sont là : Recevoir en pleine guerre les mots d'ordre d'une puissance étrangère dont l'activité s'exerce en accord avec les ennemis de la France, obéir aveuglément à ces mots d'ordre au mépris des intérêts et de la sécurité même de la patrie ; cela s'appelle en langage clair : de la trahison.

Tandis que leurs électeurs, fidèles à leur foi patriotique, répondaient sans hésiter à l'appel de la nation en danger, certains élus se sont faits, soudain, les serviteurs d'une propagande anti-nationale. Il y avait, par conséquent, rupture complète du mandat et des liens ayant existé entre le mandat et le mandataire. La conclusion devenait donc évidente. Les élus visés par le projet gouvernemental s'étant exclus eux-mêmes de la communauté nationale, ils devaient l'être également des assemblées qui sont l'expression de cette communauté.

Un verdict impitoyable s'imposait. C'est ce que le Gouvernement et la Chambre des Députés ont compris. Un assainissement était indispensable. L'abcès est crevé. Le malaise est dissipé. Nous n'avons plus de traîtres au sein du Parlement.

La séance d'hier, avons-nous dit, marquera une date mémorable dans les annales parlementaires. Les différents orateurs qui se sont succédé à la tribune ont montré le vrai visage du parlementarisme dans notre pays. Même si l'on ne partage pas toutes leurs idées et leurs points de vue, on doit reconnaître qu'ils se sont élevés à la hauteur du moral de la nation. Sur tous les bancs, un grand souffle de patriotisme est passé qui a balayé tous les malentendus. En face du danger, en présence d'un ennemi qui s'obstine à compter sur nos divisions intérieures, la Chambre des Députés a illustré une fois de plus la preuve que le pays ne se laissera pas prendre au piège tendu par les professionnels de la trahison et du mensonge.

Le Parlement et les administrations publiques n'auront plus de représentants équivoques. Ils ne comprendront plus de citoyens susceptibles de paralyser chez nous l'immense travail de la nation en guerre. En prononçant la déchéance des élus communistes, la Chambre et le Gouvernement ont accompli une œuvre de salut public.

Au moment où la France, avec le sang de ses fils, lutte pour sa vie, il fallait être sans pitié pour ceux qui ont renié eux-mêmes leur qualité de Français. Nul doute que le pays approuvera une décision destinée à mettre fin à un malaise pénible qui ne pouvait plus durer.

F. S.

LA SÉANCE

La salle des séances demeure vide jusqu'à l'entrée du président Ed. Herriot. Les travées se garnissent lentement, il y a de nombreux vides sur les bancs. M. Edouard Herriot ouvre la séance à 15 h. 10, devant 300 députés environ.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi prononçant la déchéance de certains élus ayant appartenu aux organisations dissoutes par le décret du 26 septembre 1939.

M. TIXIER-VIGNANCOUR monte à la tribune pour poser la question préalable contre le projet.

M. TIXIER-VIGNANCOUR POSE LA QUESTION PRÉALABLE

M. TIXIER-VIGNANCOUR. — Le projet du gouvernement permettait certains reniements que le texte de la Commission ne prévoit plus. Il doit être bien entendu que ce n'est pas les députés communistes dont nous allons prononcer la déchéance, ce sont les traîtres que nous allons chasser. (Applaud.).

M. Tixier-Vignancour s'étonne que le président du Conseil lui-même ayant accusé les députés communistes de trahison, ceux-ci ne soient poursuivis que pour reconstitution de ligue dissoute ou pour la lettre adressée au président de la Chambre.

M. TIXIER-VIGNANCOUR. — Nous allons prononcer la déchéance, mais ce ne sera pas suffisant. (Appl.). Il faudra atteindre l'appareil secret du Parti communiste, grâce auquel les chefs ont pris la fuite. Ce sont les fonctionnaires communistes secrets qui ont fait la force du parti.

M. Vincent BADIE, radical, interrompt : « Je voudrais, dit-il, exprimer la très vive inquiétude que cause à Paris et en province la propagande communiste. »

M. Badie lit une lettre d'un de ses amis, signalant des actes de propagande communistes.

M. BADIE. — Nous prendrons tout à l'heure nos responsabilités, mais le gouvernement doit prendre les siennes. (Appl. cent. et droite).

« Il faut frapper à la tête »

M. BIETRIX. — Il faut frapper les instituteurs communistes.

M. HERRIOT. — De nombreux instituteurs font leur devoir au front (Applaudissements).

M. TIXIER-VIGNANCOUR. — Il y a des instituteurs communistes, mais le Syndicat National des Instituteurs a été le premier à dénoncer la trahison communiste (Applaud.).

Revenant à son exposé, le député des Basses-Pyrénées demande que pour briser l'appareil secret du Parti Communiste, le Gouvernement frappe à la tête et supprime le centre d'espionnage que constitue l'ambassade des Soviets à Paris. Il est paradoxal d'envoyer au peuple finlandais de bonnes paroles et de tolérer la présence à Paris du représentant des assassins du peuple finlandais (Applaud. divers bancs).

« Staline et Hitler, c'est la même chose »

M. TIXIER-VIGNANCOUR. — Il est intolérable, alors que nous allons frapper les communistes, que la propagande allemande puisse, s'appuyant sur cette campagne, prétendre que de nombreux hitlériens siègent à la Chambre. Si ce dossier renferme quelque chose, celui qui l'a constitué eut dû le porter à la justice militaire. Tous les traîtres doivent être frappés. Communistes et Hitlériens, Staline et Hitler c'est la même chose (Applaud. nombreux bancs).

M. TIXIER-VIGNANCOUR conclut en adjurant la Chambre et le Gouvernement de maintenir intact le moral du pays en guerre (Appl.).

M. DE KERILLIS demande la parole.

Nombreuses voix : «Parlez : ».

M. HERRIOT. — M. de Kérillis aura la parole dans la discussion générale.

M. TIXIER-VIGNANCOUR retire la demande de question préalable.

M. DROUOT soutient une demande de renvoi à la Commission pour des considérations juridiques.

M. BARTHÉLÉMY RAPPORTE LE PROJET D'EXCLUSION

La demande de renvoi à la Commission n'étant pas maintenue par M. Drouot, M. Georges BARTHÉLÉMY, rapporteur de la Commission du suffrage universel monte à la tribune.

Le rapporteur rappelle dans quelles conditions la Commission a renforcé le texte du projet.

M. BARTHÉLÉMY. — Il faut en finir une bonne fois avec le péril bolcheviste. Ce fut l'avis unanime de la Commission. On ne peut tolérer à la Chambre des membres à la solde d'une puissance ennemie.

« La Commission, certes, est incompétente pour tout ce qui est en dehors du suffrage universel. Elle ne peut donc pas proposer les mesures qui tendraient à mettre hors de la nation et dans l'impossibilité de nuire, tous ceux qui n'ont pas répudié un pacte patent de trahison vis-à-vis de la France, pas plus qu'elle ne peût s'immiscer dans nos relations diplomatiques avec un pays qui a renié ses engagements et fait usage de la force brutale contre des peuples qui ont le droit secré de vouloir conserver leur indépendance. Mais elle est unanime à demander au Gouvernement l'expulsion des bolchevicks qui sont dans nos administrations publiques»

« Il faut frapper vite et fort »

Le rapporteur constate que les députés communistes qui sont restés solidaires de la 3e Internationale après la conclusion du pacte germano-russe et l'agression de la Pologne se sont exclus eux-mêmes de la communauté française, comme ceux qui. il y a quelques jours, refusaient de s'associer à l'hommage rendu à nos soldats. (Appl.).

« La Commission a été plus sévère que le Gouvernement en prononçant la déchéance contre les élus qui n'ont pas fait une déclaration publique pour se désolidariser avant le 1er octobre du parti communiste. Pour être tout à fait juste, la Commission eut dû choisir la date de l'invasion de la Pologne ». (Appl.).

M. Barthélémy demande au Gouvernement de déposer un projet de loi excluant des fonctions publiques, les traîtres restés inféodés au parti communiste. (Appl.).

M. AUBERT. — Le Gouvernement peut agir tout de suite par décret-loi.

M. BARTHÉLÉMY. — Il faut frapper vite et fort pour assurer le triomphe de la justice sur la barbarie. (Appl.).

M. GAPIAND (Fédération républicaine) rappelle qu'il y a longtemps que ses amis et lui ont dénoncé la trahison communiste qui travaillait au désarmement moral et matériel du pays qui, par une démagogie sans borne, poussait les masses ouvrières à la guerre civile voulue par Moscou.

« Le stalinisme est un acte de haute trahison », déclare M. Frossard

M. Gapiand rappelle les agissements du Parti communiste au moment de la guerre d'Espagne et de l'alerte de septembre 1939, ayant travaillé à désarmer la France, ce parti la poussait à la guerre. Il faut suivre l'exemple du grand citoyen Clemenceau qui a gagné la guerre en donnant à M. Edouard Daladier les moyens de remporter la victoire. M Gapiand appuie l'idée de la rupture diplomatique avec les Soviets. (Appl.).

M. FROSSARD, président de l'Union Socialiste Républicaine expose les raisons pour lesquelles ses amis et lui voteront la loi d'exception.

M. FROSSARD. — Nous sommes en guerre, si le communisme est un parti licite, le Stalinisme est un acte de haute trahison au lendemain de la conclusion du pacte germano-russe.

» Nous allons voter la déchéance des élus communistes sans condamnation préalable, sans les avoir entendus, nous allons créer un précédent redoutable. Le vice-président du Conseil devra dire à la Chambre pourquoi le Gouvernement ne propose la déchéance qu'aujourd'hui, pourquoi il n'a pas déféré les traîtres aux tribunaux. La déchéance eut été la conséquence régulière de la condamnation.

» Nous, qui avons autant de haine pour le régime stalinien que pour le régime hitlérien, nous considérons que Staline est au même titre que Hitler responsable de la guerre. Je pense même que si Staline survit à Hitler, il n'y aura pas de paix stable ; nous pensions que le socialisme devait relever l'homme, le crime du bolchevisme a été de le rabaisser, de l'avilir dans un nivellement de misère et d'oppression (Appl.).

M. Frossard estime qu'Hitler et Staline sont complémentaires l'un de l'autre

M. Frossard lit un document de 1925 établissant la doctrine du bolchevisme, de tels documents servent la propagande française, de même le document du 7 mai 1939 du Livre Jaune qui prouve que Hitler et Staline s'étaient concertés pour préparer la guerre. Les deux hommes sont complémentaires l'un de l'autre.

M. DES ISNARDS. — L'un des deux à un ambassadeur à Paris.

M FROSSARD — L'arme meurtrière de Staline, c'est l'action politique ; Hitler attend les effets de la propagande communiste pour atteindre le moral de la France. (Ap.) le répugnant personnel du parti communiste n'est rien moins que rien ; les chefs communistes ont fui. S'ils se sont soustraits aux recherches de la police, ce n'est pas parce qu'ils ont peur de la prison, c'est parce qu'en service commandé aux postes qu'ils occupent, ils assurent l'efficacité de l'action clandestine du parti.

Les Français doivent savoir que c'est à Staline et à Hitler qu'ils auront à demander des comptes, à ceux qui sont restés liés à Staline jusqu'au déshonneur. (Vifs applaudissements nombreux bancs).

M. DE KÉRILLIS ACCUSE LA PROPAGANDE HITLÉRIENNE

M. DE KÉRILLIS monte à la tribune. Il répond à M. Tixier Vignancour qui a fait allusion à la campagne qu'il a menée contre l'action hitlérienne en France.

M. De Kérillis rappelle les discours de MM. Daladier et Sarraut qui ont eux aussi dénoncé la propagande hitlérienne. Il avait appris qu'en Belgique, en Hollande, en Hongrie, en Suisse, en Pologne, la propagande hitlérienne vait créé des partis de violence et d'opposition aux gouvernements. Un livre secret allemand énonçait la doctrine hitlérienne comme arme de guerre à l'intérieur des divers pays. Comment une telle action n'aurait-elle pas été conduite en France, le pays que redoutait le plus l'Allemagne ? Ce n'est pas avec des canons que l'hitlérisme voulait détruire l'ennemi.

M. De Kérillis déclare qu'il fut mis sur la trace de l'organisation hitlérienne par l'attentat contre un général, par l'attentat de la rue de Presbourg, par la saisie à la « cagoule » d'armes de fabrication allemande.

M. XAVIER VALLAT interrompt violemment, criant : « Vous mentez en accusant des prisonniers ».

M. DE KÉRILLIS. — Ils ont été manœuvrés par l'action diabolique de l'ennemi.

M. De Kérillis affirme, par des contrats d'édition très avantageux le régime hitlérien s'efforça de se concilier des hommes de lettres, des académiciens...

« Citez des noms... ! »

M. BAUDOUIN. — Citez les noms !

Plusieurs autres députés réclament des noms.

M. DE KÉRILLIS. — Je remettrai la liste à M. le Président du Conseil. Je ne citerai pas aujourd'hui les hommes parmi lesquels il y en a d'absolue bonne foi. (Mouvements divers).

M. Ernest PEZET, interrompant, s'étonne de ces mouvements divers.

M. PEZET. — Est-ce qu'il n'y a pas eu au sein du gouvernement des inquiétudes sur l'action prohitlérienne en France ? (Appl. g. et div. bancs'.

M. PEZET. — La propagande communiste peut troubler le moral de l'armée. Les soldats du front demandent aussi une enquête sur les egissements d'Abetz. Il avait de très heutes relations en France (Vifs appl. tous bancs).

M. Pezet cite le nom d'un romancier dont une œuvre fut éditée dans les conditions dites par M. De Kérillis.

M. PEZET. — Il ne faut pas donner l'impression de feire quoique ce soit pour cacher la vérité. (Vifs appl. tous bancs).

Un incident

M. DE KÉRILLIS rappelle les rapports de M. Tixier-Vignancour avec M. Doriot.

M. TIXIER-VIGNANCOUR réplique.

M. TIXIER-VIGNANCOUR. — Vous avez assez acclamé Marty autrefois pour rester silencieux aujourd'hui.

M. HERRIOT. — Je prie la Chambre de ne pas oublier l'instant où nous sommes. Il importe que, jusqu'à la fin, ce débat conserve sa dignité (appl.).

M. TIXIER-VIGNANCOUR. — Je n'ai jamais appartenu au Parti Populaire Français, mais j'ai toujours eu beaucoup de sympathie pour M. Doriot qui avait vu dans le jeu soviétique, plus clair que l'homme qui est à cette Tribune (rires et appl. divers bancs).

(Suite de la Séance de la Chambre en troisième page)

COLIS AUX SOLDATS DU FRONT

Réclamez à nos Dépositaires et Vendeurs les participations de Billets de la LOTERIE NATIONALE vendues au bénéfice du COLIS AUX SOLDATS DU FRONT.

Le dixième de billet .... 11 fr.
Le carnet de 10 dixièmes de numéros différents .... 110 fr.

Pour les envois par poste, joindre un mandat à la commande et ajouter 2 fr. 50
Aucun envoi contre remboursement

LE CRIME MYSTÉRIEUX de l'avenue H.-Martin à Paris

Paris, 16. — Un crime mystérieux et présentant un caractère assez sensationnel vient d'être commis en pleine rue, à Paris.

La victime est connue de bien des sportifs parisiens. Il s'agit d'un jeune homme de 32 ans, M. Henry Liézer, pratiquant lui-même le sport en amateur et qui était concessionnaire des principaux garages installés sur les grands stades de la région parisienne, tel le stade de Colombes, Roland-Garros, etc... Fils d'un tailleur estimé, installé 41, rue Saint-André-des-Arts, Henry Liézer avait séjourné, au cours des dernières semaines, à Mégève. Puis, à Paris, il avait passé plusieurs jours dans un hôtel confortable du faubourg Saint-Honoré.

Le récit du père de la victime

Son père, sous les yeux de qui la victime a été exécutée, a fait de ce drame rapide et atroce le récit suivant :

— C'est vendredi après-midi, vers 15 h. 30, qu'un coup de téléphone me parvint de la part de mon fils qu'on viendrait me chercher en auto un peu plus tard pour m'emmener chez un éventuel client afin d'y prendre les mesures. Peu après, en effet, une conduite intérieure noire s'arrêtait devant mon magasin. Il y avait à l'intérieur, je crois, quatre hommes en plus de mon fils. On nous conduisit jusqu'à l'avenue Henri-Martin (XVIe), près du Bois. Là, l'auto s'arrêta. L'endroit était désert bien qu'il ne fut guère que 16 heures 30.

« Papa ! »

» Soudain, tandis que mon fils, qui paraissait ne connaître qu'assez peu ses compagnons, était invité à sortir de la voiture, les autres automobilistes se retournaient vers moi et l'un d'eux déclara : « Police ! » Et comme je demandais, stupéfait : « Pourquoi, la police ? », je reçus une grêle de coups de poing et fus jeté hors du véhicule sur le chaussée A ce moment, j'entendis la voix de mon malheureux enfant qui appelait : « Papa ! » et j'entendis des coups de revolver.

»Lorsque je repris mes sens, plus aucun témoignage ne demeurait du drame qui venait de se produire là... ».

Un individu arrêté

C'est tout, en effet, ce que pouvait dire M. Liézer père. Car, après avoir abattu, de plusieurs coups de feu, Henry Liézer, les assassins avaient transporté son cadavre dans l'auto et repris leur route. Ils devaient abandonner le cadavre dans le Ve arrondissement sur la chaussée de la rue d'Arras et le véhicule un peu plus loin.

A la police judiciaire, on a interrogé mardi matin, plusieurs individus qui furent en relations avec les deux hommes

Il semble, aux dernières nouvelles, qu'un individu, arrêté depuis, pourrait avoir participé au meurtre. Quant au mobile, il demeure inconnu.

DOUBLE EXÉCUTION A LYON

Lyon, 16. — Ce matin, à l'aube, à l'intérieur de la prison Saint-Paul, ont été exécutés les deux assassins de Saint-Rambert l'Ile Barbe et d'Ecully, Deveau et Saunier. Avant de franchir les quelques pas qui les séparaient de la guillotine, les condamnés ont écrit à leur famille. L'assistance était restreinte ; on remarquait le procureur général Sennetier, le juge d'instruction Bergerat, plusieurs autres magistrats et les avocats des deux condamnés, MM. Claps et Valancio.

LES NAVIRES PATROUILLEURS FRANÇAIS A L'ŒUVRE

Paris, 16. — Un représentant qualifié de l'amirauté française a déclaré ce matin qu'un sous-marin allemand navigant en plongée a été attaqué par un patrouilleur français. En raison des conditions particulières dans lesquelles s'est déroulée cette attaque, il n'est pas possible, a déclaré le porte-parole, d'affirmer que ce sous-marin a été détruit, l'attaque s'est cependant déroulée favorablement et le submersible doit être pour le moins gravement endommagé.

On sait que l'amirauté française n'annonce comme certainement coulés, que les sous-marins dont on a pu apercevoir l'épave ou recueillir des survivants. La nappe d'huile et de mazout apparaissant parfois à la surface de la mer ne constitue même pas pour les autorités navales françaises un élément de certitude absolue.

Le représentant de l'amirauté a déclaré en outre, qu'un cargo allemand a été arraisonné par un patrouilleur français ; conformément à l'habitude des bâtiments de commerce allemands, l'équipage du cargo sitôt qu'il vit qu'il ne pouvait échapper à la capture, a sabordé son bâtiment.

LA GUERRE NAVALE

Trois sous-marins britanniques seraient perdus

Ils avaient entrepris un service particulièrement périlleux

Londres, 16. — On publie à l'amirauté le communiqué suivant : « Le secrétaire de l'amirauté regrette d'annoncer qu'au cours de la semaine dernière, les sous-marins britanniques « Seahorse », « Undine » et « Starfish » n'ont pas rejoint leurs bases. Les trois navires avaient entrepris un service particulièrement périlleux et l'amirauté craint qu'ils ne doivent être désormais considérés comme perdus. Les parents des membres des équipages vont en être immédiatement informés. La radio allemande a annoncé qu'un certain nombre des membres des équipages de l' « Undine » et du « Starfish » ont été recueillis.

LES OPÉRATIONS sur le front français

(Suite de la première page)

On doit cependant signaler un vif combat qui a mis aux prises une patrouille française et des petits détachements allemands, dans la région boisée située immédiatement à l'Ouest du massif des Petites Vosges ; la patrouille française est parvenue à se dégager et à regagner ses lignes de départ sans avoir subi aucune perte.

Un ordre du jour du chef des forces aériennes anglaises en France

Front britannique 16. — L'ordre du jour suivant a été lancé hier par le maréchal de l'Air, A.S. Barratt, à l'occasion de sa prise de commandement des forces aériennes britanniques en France :

« Aujourd'hui les forces aériennes britanniques en France sont unies sous un seul commandement, le seul idéal qui nous inspire tous, est de faire tout ce qui est possible pour gagner la guerre.

» Cet idéal maintenu d'une façon résolue et consciente surmontera toutes les difficultés grandes ou petites, de quelque nature qu'elles soient et à quelque endroit qu'elles puissent se produire.

» Dans les mois à venir gardons cet idéal devant nos yeux et avec nos amis et alliés de l'armée de l'air française qui ont tant fait pour nous depuis notre arrivée ici, nous volerons aile à aile faisant notre part avec les armées alliées en campagne pour amener cette guerre à une fin rapide et décisive».

LE DISCOURS de M. Paul Reynaud

(Suite de la première page)

Paris, 16. — Parlant au déjeuner du Syndicat des Quotidiens régionaux M. Paul Reynaud, ministre des Finances, a dit notamment :

« Le Gouvernement est décidé à agir sur les causes profondes de la hausse des prix. Pour parler aujourd'hui des prix agricoles, nous avions le double devoir de freiner la hausse et de ne pas porter atteinte aux intérêts légitimes des producteurs agricoles ».

Un crédit de 68 millions

« Là comme ailleurs, là surtout, il faut reconnaître la nécessité du profit. Pour maintenir le profit agricole en évitant une hausse excessive, nous avons déjà pris des mesures qui tendent à alléger la charge que représente pour le cultivateur la hausse des prix des produits nécessaires à l'agriculture. Dès maintenant un crédit de 68 millions est prévu pour permettre le maintien au prix d'avant guerre des engrais azotés.

» De même, alors que le prix de l'essence a notablement monté, depuis le début de la guerre, nous avons dès la fin novembre doublé la ristourne dont profitent les agriculteurs pour l'essence utilisée pour leurs besoins ».

Les charges supplémentaires du Trésor

« Dans le cadre d'une politique générale des prix, j'ai l'intention de proposer au gouvernement d'aller plus loin encore dans cette forme d'aide à l'agriculture. Vous savez que nous avons pris, par ailleurs, des mesures très importantes en faveur des agriculteurs à un moment où les charges de l'Etat les rendaient plus méritoires. Le code de la famille représente pour le Trésor, au profit des agriculteurs, une charge de plus de 900 millions. En outre, le Parlement a consenti à notre demande une aide exceptionnelle aux caisses de compensation familiales agricoles. Vous savez aussi qu'en matière d'allocations militaires nous avons donné des instructions très libérales pour les mobilisés ruraux. Il est à peine besoin de rappeler les mesures qui, depuis un an, ont été faites en faveur du monde agricole ».

C'est ainsi qu'alors que tous les grands travaux étaient arrêtés, nous acceptions 325 millions de crédits pour les travaux ruraux. Au mois de juillet dernier, à une heure grave pour l'Office du blé, nous n'avons pas ménagé le concours de l'Etat et de la Banque de France qui s'élève au total à 2 milliards 400 millions. Pour permettre d'achever le paiement des calamités dues à la gelée de 1938, nous avons accepté de proposer au Parlement, dans quelques jours, un crédit de plus de 50 millions. Qui ne comprend la nécessité de l'effort fait par le Gouvernement et le Parlement en faveur de ce monde rural, qui donne à la France l'exemple des vertus héroïques à l'avant et de l'admirable labeur quotidien dans ces champs où les femmes ont fait la relève des hommes partis aux armées ?

Nous avons confiance que grâce aux mesures que nous avons prises et que nous prendrons encore, les cultivateurs de France nous aideront efficacement dans cette lutte contre la guerre des prix qui est l'une des conditions de la victoire.

Une France prête à tous les sacrifices pour vaincre

De son côté le monde ouvrier ne montre pas un moindre esprit de sacrifice lorsqu'il nous seconde dans cette même lutte contre la hausse des prix dans cette bataille décisive où un fléchissement dans l'ordre économique et financier pourrait être fatal. Il est permis de dire que la classe ouvrière française a compris et accepté son devoir de telle manière qu'elle est prise en exemple dans les autres pays.

Il vous appartient de faire connaître à l'opinion française et à l'opinion étrangère qui est aux écoutes de la province cet effort de toutes les classes de la nation. Vous direz la vérité en montrant au monde une France unanime, calme, résolue, prête à tous les sacrifices pour vaincre.

LA SUPPRESSION DE LA PATENTE

(Suite de la première page)

Le gouvernement doit donc se procurer une recette nouvelle annuelle sensiblement supérieure qui sera trouvée dans une majoration de la taxe d'armement portée de 1 à 2 % qui ne devra pas être récupérée sur l'acheteur, l'allègement des frais généraux permettant aux entreprises de consacrer plus de 1 % à leurs charges. Pour les professions libérales, l'impôt cédulaire qui les frappe sera calculé suivant les règles en vigueur pour les professions commerciales.

Le projet prévoit une augmentation sur la taxe sur le chiffre d'affaires frappant les entreprises dont le montant des recettes de détail dépasse le million.

La taxe spéciale sera étendue aux entreprises de commissions ou de courtages pour la vente aux consommateurs de plusieurs espèces de marchandises. La taxe sur la valeur locative des locaux professionnels est généralisée à toutes les communes dont le taux ne pourra être inférieur à 2 % et dont le produit sera affecté par priorité à la diminution du nombre des centimes.

Le gouvernement demande aux Chambres d'adopter ce projet d'extrême urgence si l'on veut éviter une perte de 500 millions par mois de retard. Le projet de loi sur le régime des finances locales pendant la guerre s'en trouverait compromis.

ECHOS et CARNET

CALENDRIER — **Mercredi 17 janvier 1940** : Soleil : Lever, 7 h. 40 ; coucher, 16 h 21 ; Lune : Lever, 10 h. 52 ; coucher, u h.

Aujourd'hui : Saint-Antoine. — Demain : Saint-Desie.

LE CONFLIT RUSSO-FINNOIS INTÉRESSE DIRECTEMENT LA SUÈDE ET LA NORVÈGE

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

BERLIN S'INQUIÈTE D'UNE DÉCLARATION DE GUERRE RUSSE A LA SUÈDE ET A LA NORVÈGE

Londres, 16. — Le correspondant du « Times » à Rotterdam écrit que selon certains neutres les préoccupations actuelles de la Wilhelmstrasse ne sont nullement tournées du côté de la Hollande et de la Belgique. Berlin s'inquièterait de la possibilité d'une déclaration de guerre russe à la Suède et à la Norvège.

Selon le correspondant, pareille éventualité compliquerait considérablement les affaires pour l'Allemagne. En effet, du point de vue allemand une guerre entre la Russie et la Scandinavie donnerait non seulement à l'Angleterre et à la France l'occasion d'intervenir pour secourir la Scandinavie et établir des bases sur son territoire, mais aussi le ravitaillement allemand en minerai de fer serait mis en danger.

Ces appréhensions expliqueraient les avertissements frénétiques de la presse allemande à la Suède et à la Norvège pour les sommer de ne pas se prêter aux desseins de la stratégie britannique.

De l'avis du correspondant, il est clair que les Allemands responsables se rendent compte de plus en plus des grands désavantages de l'association du Reich avec les Soviets. L'Allemagne, dans d'autres circonstances, aurait eu toutes les raisons d'aider la Finlande, mais s'étant liée avec Moscou, elle est condamnée à voir les événements se dérouler contre ses intérêts et à subir côte à côte avec la Russie l'aversion croissante de ses ennemis et de ses amis.

LES FINLANDAIS continuent leur jeu du « chat et de la souris »

Selon le « **Daily Mail** » des actions morcelées se développent sur le front de **Salla**. En deux endroits, une division d'environ 18.000 Russes, s'enterre, construisant des abris sur les ruines des maisons détruites par les Finlandais, et installant des fils barbelés contre les attaques de surprise des patrouilles finlandaises, telles qu'elles sévirent à **Raatered**.

De toute évidence les Russes essaient de tenir, les deux prochains mois jusqu'au Printemps pour renouveler leur action avec le temps amélioré, et après l'arrivée de renforts.

Les Finlandais jouent avec eux un gigantesque jeu du «chat et de la souris» et les Russes pourraient bien être contraints à se rendre.

Leurs communications avec la ligne de **Mourmansk** sont fréquemment coupées par les patrouilles finlandaises qui minent les routes et sentiers, démolissent les camions et abattent les chevaux.

Les réserves des troupes soviétiques s'épuisent, les biscuits, le pain et la viande congelée sont jetés des airs par les avions. Pour subsister, les Russes sont souvent contraints d'abattre leurs chevaux.

Des centaines de chevaux affamés meurent par manque de nourriture.

Les désertions vers les lignes finlandaises augmentent.

Les prisonniers parlent des désordres parmi les officiers de commissaires assassinés, d'officiers abattus par les soldats et des représailles qui suivent ces mutineries.

Des hommes de la Ogpu sont arrivés pour rétablir l'ordre.

Les nouvelles du désastre de **Raaterod** ont provoqué une panique. Malgré tout le commandement russe envoie plus d'unités vers l'Ouest, essayant d'attirer les Finlandais dans un engagement sur un terrain qui leur soit défavorable, et tentant ainsi d'obtenir un succès qui exercerait son effet sur le moral des troupes.

Mais les Finnois s'en tiennent à leur guerre de guérilla, infligeant à l'ennemi de lourdes pertes.

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL publié par Helsinki

Helsinki, 16. — **Sur terre** : Dans l'isthme de Carélie, tirs de harcèlement habituels de l'artillerie. A Taipale un détachement peu important de l'ennemi a lancé une attaque contre les positions finlandaises, mais il a été repoussé en subissant d'assez lourdes pertes. Sur la frontière orientale les troupes finlandaises, dans le secteur de Salla, ont anéanti deux compagnies ennemies, d'autre part activité des éléments de reconnaissance.

Sur mer : Rien d'important à signaler.

Dans les airs : L'activité de l'aviation au cours de la journée d'hier a été beaucoup plus faible que celle des jours précédents. On a compté dans la journée de 70 à 80 avions soviétiques qui ont effectué des bombardements dans l'intérieur du pays. Les villes suivantes ont été l'objet d'attaques : Tampere, Abo, Hameenlinna et Kajani ; ce dernier endroit a été bombardé plusieurs fois dans les campagnes. La région de Hameenlinna et plusieurs autres lieux ont été bombardés, ces attaques n'ont pas causé de morts et le chiffre des blessés est, d'après les renseignements obtenus, jusqu'à présent de quarante.

Les bombardements ont provoqué quelques petits incendies qui ont été rapidement combattus dans les districts des opérations ; la ville de Viborg été bombardée, on compte trois morts et quatre blessés, le district de Koiviso a été bombardé, il n'y a pas eu de victimes. Hyrhynsalmi et son voisinage ont été bombardés, une gare de chemins de fer a été également attaquée.

Les forces aériennes finlandaises ont effectué des vols de reconnaissance et de défense, elles ont bombardé à plusieurs reprises les troupes ennemies. Les avions de chasse et la D. C. A. finlandaises ont, selon des renseignements contrôlés, abattu quatre avions soviétiques au cours de la journée. En outre, on a découvert hier deux appareils soviétiques dont la perte avait été signalée au communiqué d'hier comme probable.

60 AVIONS SOVIÉTIQUES SURVOLENT LA FINLANDE

Hensinki, 16. — Au cours de la journée d'hier, 60 avions soviétiques ont survolé la Finlande et ont lancé environ 600 bombes. On compte 3 morts et 50 blessés.

32 DEGRÉS AU-DESSOUS DE 0

Helsinki, 16. — Sur le front, le froid est particulièrement vif à Helsinki. Le thermomètre indiquait hier soir —32 et ce matin —29.

PAS DE MÉDIATION ALLEMANDE SELON LE DÉSIR DE MOSCOU

Londres, 16. — Le correspondant du « Daily Express » à Amsterdam affirme que la raison pour laquelle l'Allemagne nie qu'elle a offert sa médiation entre la Russie et la Finlande, est que Staline refuse toute autre solution qu'une capitulation totale des Finlandais.

Soucieux de ménager Staline dans l'espoir d'obtenir des fournitures russes, les nazis auraient ordonné à leurs propagandistes de déclarer que cette tentative de médiation était un « nouveau mensonge des Alliés ».

PAS DE CONVERSATIONS ENTRE L'ANGLETERRE ET LA NORVÈGE

Londres, 16. — Le ministère des Affaires étrangères dément l'information selon laquelle la Grande-Bretagne discuterait avec la Norvège, la question de la garantie de l'intégrité de son territoire.

VISITE AUX ARSENAUX BRITANNIQUES

(Suite de la première page)

Voici les canons de 14 pouces soumis aux premiers essais contrôlés par des ingénieurs qui, prudemment se sont mis à l'abri. On ne sait jamais comment ces monstres réagiront au premier coup de feu. Tout cependant se passe à la perfection.

A l'autre bout de l'échelle des armes à feu, la mitrailleuse «Bren», avec toute l'extrême complication de sa fabrication et la stupéfiante simplicité de son maniement, retient maintenant mon attention. Cette arme, la plus efficace et la plus moderne de toutes celles dont sont munies les forces britanniques, est un instrument dans lequel les soldats peuvent avoir toute confiance. Dans cette même usine, l'ingéniosité des machines outils, qui fabriquent toutes sortes d'autres armes portatives, retient surtout l'attention.

La « cage à canaris » fournit du bon travail

Il est curieux de trouver parmi tous ces instruments modernes une machine à travailler le bois, dont la naissance date d'il y a 85 ans, que tous les ouvriers désignent sous le nom de « cage à canaris » et dont les cinq broches infatigables continuent aujourd'hui encore leur travail... car on n'a rien trouvé encore qui puisse la remplacer.

Les ouvriers de cette usine sont grands buveurs de lait, leurs achats quotidiens se montent à environ 4.000 flacons de lait qu'on leur cède au prix de 1 penny. Ce régime semble avoir donné d'excellents résultats. Les cas de grippe sont aujourd'hui extrêmement rares. Il est vrai par ailleurs que la Direction prend un soin extrême de la santé des ouvriers, et les oblige souvent à prendre un repos supplémentaire, si la fatigue se fait par trop sentir.

Vingt-sept types différents de projectiles

Un autre jour, quelque part en Angleterre, j'ai visité la plus grande fabrique d'obus d'Europe. Spécialisée dans cette production depuis 60 ans, elle l'avait en grande partie abandonnée après 1918 pour s'occuper de la fabrication de chassis automobiles. Elle continue aujourd'hui encore à s'en occuper, mais elle est revenue à la fabrication d'obus, et sortant vingt-sept types différents de ces projectiles, elle donne à elle seule une image très rassurante de notre état de préparation, face à toutes les éventualités.

Des machines qui s'étaient arrêtées depuis plus de 20 ans ont recommencé à tourner et n'ont rien perdu de leurs possibilités de production.

A vrai dire, le séjour dans ces forges comporte pour les équipes un travail pénible et dangereux. La chaleur, le bruit incessant, les efforts musculaires exigés de tous dépassent sans doute l'imagination. « Ce sont des héros ! » dit d'eux leur directeur. Devant la fournaise ardente, sous la rafale des ventilateurs, qui projettent sur eux l'air frais, ils travaillent sans arrêt, leur soif ardent, ils l'étanchent avec du thé brûlant. Ce sont eux-mêmes qui ont choisi ce rafraîchissement... en connaissance de cause.

Dans ces ateliers, la force, l'adresse et l'endurance demeurent des qualités maîtresses, mais dans d'autres c'est à nouveau la précision qui l'emportera sur toutes les autres. Tant de soins, tant de science, tant d'exactitude, pour la fabrication d'un objet dont l'existence utile ne durera pas plus de une ou deux secondes !

L'issue de la guerre n'est pas douteuse

Dans une autre fabrique, travaillant également selon les directives du Ministère, et qui elle aussi naguère manufacturait des pièces détachées pour automobiles, j'ai eu la surprise de trouver tout une installation nouvelle dont les plans ont été fournis par un ingénieur allemand, point trop favorable à Hitler, et qui les avait apportés il y a un peu plus d'un an. Améliorée encore par les techniciens anglais, cette installation augmente le rythme de la production et permet de sérieuses économies d'acier. J'ai vu aussi les plus qualifiés des ouvriers occupés à monter ces instruments scientifiques, complexes et étonnants qui servent à notre défense aérienne pour la détection des avions ennemis : télémètres, altimètres, appareils d'écoute, d'une sensibilité extrême... Tout cela sort des ateliers à un rythme accéléré. J'en ai vu assez pour savoir que l'industrie britannique est vraiment mobilisée, que les soldats en campagne ne souffriront jamais d'un manque d'approvisionnement, que les hommes et les femmes dans les usines, les techniciens et les savants, soutiennent avec ardeur, leurs camarades des forces combattantes... l'issue de la guerre n'est pas douteuse.

M. I.

M. HORE BELISHA a donné publiquement les raisons de sa démission

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

La réorganisation et le développement de l'armée ont été exécutés dans un plein esprit d'entente

M. Hore Belisha assure que la réorganisation et le développement de l'armée depuis deux ans et demi ont été exécutés dans un esprit d'entente qui présente un contraste remarquable avec l'histoire orageuse de la plupart des grandes réformes.

Je n'ai pas eu à choisir mes collaborateurs, parce qu'ils étaient soit convaincus, soit docilement consentants.

J'ai choisi les hommes les plus forts que je pouvais trouver et c'est lorsqu'ils s'exprimaient avec le plus de franchise que je leur portais le plus de respect.

M. Hore Belisha précise en outre que les résultats obtenus au « War Office » furent le fruit de l'inspiration et des efforts de tous ses collaborateurs aussi bien que de lui-même. « Ceci, souligna-t-il, était particulièrement vrai de la démocratisation de l'armée. »

Défendant avec chaleur cette partie de l'œuvre récente du « War Office », M. Hore Belisha déclare notamment au milieu des acclamations : « Il ne m'est point venu à l'esprit que nous mettions sur pied une armée trop démocratique pour lutter pour la démocratie. Il n'y a eu à ma connaissance, aucun conflit de vues ou de politique avec mes collègues du gouvernement sur aucun point concernant mon département ou dans tout autre domaine.

L'appui du Premier ministre ne m'a jamais fait défaut

Le premier ministre, poursuit M. Hore Belisha, reconnaîtra que j'ai toujours compté sur son appui dans la tâche qu'il m'avait confiée de préparer notre armée pour la guerre, et je reconnais, pour ma part, que jusqu'à jeudi avant-dernier, cet appui ne m'a pas fait défaut.

Pourquoi donc, déclare-t-il dans sa péroraison, ai-je décliné de me prêter au remplacement que le premier ministre m'offrait ? J'ai agi de la sorte parce que je n'avais pas l'assurance que les considérations qui avaient inspiré ce changement au premier ministre me permettraient de m'acquitter de ma tâche dans le nouvel emploi qui m'était offert avec toute l'efficacité réclamée par l'intérêt national.

« J'ai offert mon aide entière à mon successeur »

J'ai offert à mon successeur, conclut M. Hore Belisha, toute l'aide ou tous les avis que je puis lui donner dans un poste qui retiendra toujours mon intérêt et mon attention. La guerre exige et unifie l'effort entier de la nation ; et j'ai la conviction que c'est dans un tel esprit que je viens de vous parler.

La mise au point du Premier Ministre

Le Premier Ministre, qui prend la parole après M. Hore Belisha, commence par déclarer assez naturel qu'un changement affectant une personnalité aussi vigoureuse et sympathique que M. Hore Belisha eît provoqué un intérêt exceptionnel. Toutefois, un certain nombre de spéculations et de rumeurs qui eurent cours lors de sa démission, étaient tout à fait dépourvues de fondement et quelques-unes d'entre elles très injustes à l'égard des tiers.

Il tient à dissiper tous les malentendus qui auraient pu être ainsi créés : tout d'abord, il n'y a eu aucune divergence de politique entre M. Hore Belisha et ses collègues.

Le Premier Ministre précise plus loin : « Aucun nouveau point de politique parmi ceux qui ont été discutés récemment n'a été l'objet d'une divergence de vue entre M Hore Belisha et le Cabinet. Aussi la Chambre peut-elle être assurée qu'aucun changement ne doit être attendu dans notre politique à l'égard de l'armée du fait du changement du ministre de la Guerre.

Il tient également à démentir une seconde rumeur : Il a été suggéré que la démission de M. Hore Belisha était en rapport ou était même le résultat d'une lutte entre lui et certains officiers supérieurs vaguement qualifiés de « brass hats », lutte qui aurait eu pour objet le système de promotion dans l'armée. Cette suggestion n'a aucun fondement. (Appl.)

Aucune accusation n'a été portée contre le ministre de la Guerre

Aucun fonctionnaire de l'armée, souligna-t-il, n'a jamais discuté avec moi, à aucun moment, aucune accusation portée contre le ministre de la Guerre.

J'apprécie profondément le ton et l'esprit de ce qui vient d'être dit par M. Hore Belisha, conclut M. Chamberlain. (Appl.)

Il a placé devant toute considération personnelle le but qui doit être celui de chacun de nous : le service de notre pays aux fins de gagner la guerre.

Je sais qu'il est anxieux d'y apporter sa contribution et j'espère qu'avant longtemps il se présentera pour lui une occasion de le faire.